ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 18 juin 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal n° 7 du 27 décembre 1977 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée", a donné le 4 juillet 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e juni 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 7 van 27 december 1977 met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde", heeft de 4e juli 1984 het volgend advies gegeven :

A. OBJET DU PROJET.

1. L'arrêté en projet tend principalement à mettre en oeuvre, dans l'ordre interne, deux directives du Conseil des Communautés européennes.

2. La directive 83/183/CEE du 28 mars 1983, relative aux franchises fiscales applicables aux importations définitives de biens personnels des particuliers en provenance d'un Etat membre (1) prévoit notamment que les Etats membres accordent une franchise des taxes sur le chiffre d'affaires normalement exigibles à l'importation définitive, par un particulier, de biens personnels en provenance d'un autre Etat membre.

Les cas visés sont l'importation de biens personnels à l'occasion d'un transfert de la résidence normale ou de l'ameublement d'une résidence secondaire, l'importation de biens à l'occasion d'un mariage et l'importation de biens personnels du de cujus acquis par voie successorale.

Aux termes de l'article 12, § 1er, de la même directive, les Etats membres devaient mettre en vigueur les dispositions nécessaires pour se conformer à la directive au plus tard le 1er janvier 1984.

3. Par ailleurs, en vertu de l'article 14, paragraphe 1er, d, de la directive 77/388/CEE du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme (1), les Etats membres exonèrent de la taxe sur la valeur ajoutée certaines importations définitives de biens.

.../...

---

(1) J.O.C.E., n° L 105, du 23 avril 1983, p. 64.

(2) J.O.C.E., n° L 145, du 13 juin 1977, p. 1.

Le champ d'application des exonérations de la taxe sur la valeur ajoutée, visées par la disposition précitée, a été défini par la directive 83/181/CEE du Conseil du 28 mars 1983 (1).

Les exonérations prévues par la directive s'appliquent :

- aux importations de biens personnels appartenant à des particuliers en provenance de pays situés en dehors de la Communauté;

- aux trousseaux, requis d'études et autres objets mobiliers d'élèves ou d'étudiants, venant séjourner dans un Etat membre en vue d'y effectuer des études;

- aux importations d'une valeur négligeable (si l'Etat membre use de la faculté d'exonérer cette catégorie d'importations);

- aux biens d'investissement et d'équipement importés à l'occasion d'un transfert d'activités;

- aux importations de certains produits agricoles ou à usage agricole;

- aux importations de substances thérapeutiques, de médicaments, d'animaux de laboratoire et de substances biologiques chimiques;

- aux biens adressés à des organismes à caractère charitable ou philantropique;

- aux importations ayant trait à certaines relations internationales;

.../...

---

(1) "déterminant le champ d'application de l'article 14 paragraphe 1 sous d de la directive 77/388/CEE en ce qui concerne l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée de certaines importations définitives de biens" - J.O.C.E., n° L 105, du 23 avril 1983, p. 38.

- aux importations de biens à des fins de prospection commerciale;

- aux biens importés pour examens, analyses ou essais;

- aux catégories de biens énumérées au titre XI de la directive, intitulé "Exonérations diverses".

L'article 93, § 1er, de la directive dispose que "les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la ... directive à partir du 1er juillet 1984".

4. L'arrêté royal du 8 février 1984 modifiant les arrêtés royaux n°s 7 et 18 du 27 décembre 1977 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée et l'arrêté ministériel n° 17 du 9 février 1984 réglant les franchises à l'importation des biens visés dans la liste I, A, annexée à l'arrêté royal n° 7 du 27 décembre 1977 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, qui sont entrés en vigueur le 1er janvier 1984, ont pourvu à l'exécution de la directive 83/183/CEE.

5. Le projet d'arrêté royal soumis à l'examen du Conseil d'Etat tend principalement à adapter l'ordre juridique interne à la directive 83/181/CEE; il abroge en outre les règles fixées par l'arrêté royal du 8 février 1984 et par l'arrêté ministériel du 9 février 1984 en vue d'exécuter la directive 83/183/CEE et les remplace par de nouvelles dispositions, en vue de réunir en un seul texte l'ensemble du dispositif de mise en oeuvre des deux directives.

Le projet prévoit également l'octroi de la franchise de la taxe en faveur de l'importation définitive de provisions et fournitures se trouvant à bord des navires, des trains en service international et des aéronefs assurant le service des lignes régulières internationales.

.../...

B. FONDEMENT LEGAL.

Aux termes de l'article 3 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, "sont également soumises à la taxe les importations de biens faites par toute personne quelconque".

L'article 40, § 3, du même Code, en vertu duquel le Roi peut, pour assurer l'exécution d'actes internationaux, prendre toutes mesures accordant, dans les limites et aux conditions qu'Il fixe, la franchise totale ou partielle de la taxe lors de l'importation de biens, constitue le fondement légal du projet d'arrêté en tant que celui-ci met en oeuvre les directives du Conseil des Communautés européennes 83/181/CEE et 83/183/CEE.

Il va de soi que cette habilitation, eu égard à l'article 112 de la Constitution, est de stricte interprétation.

L'octroi de la franchise de la taxe prévue par l'arrêté en faveur de l'importation définitive de provisions se trouvant à bord de bateaux, de trains ou d'aéronefs, trouve son fondement légal dans l'article 40, § 1er, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, qui dispose que "sont exemptées de la taxe ... les importations définitives de biens qui bénéficient d'une franchise douanière autre que celle prévue dans le tarif des droits d'entrée".

PREAMBULE.

Il serait plus conforme à la hiérarchie entre normes internationales et normes nationales, de rédiger le préambule de la manière suivante :

"Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 189;

.../...

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 83/181/CEE du 28 mars 1983 déterminant le champ d'application de l'article 14, paragraphe 1,sous d, de la directive 77/388/CEE en ce qui concerne l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée de certaines importations définitives de biens;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 83/183/CEE du 28 mars 1983 relative aux franchises fiscales applicables aux importations définitives de biens personnels des particuliers en provenance d'un Etat membre;

Vu l'article 40 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par la loi du 27 décembre 1977;

Vu l'arrêté royal n° 7 du 27 décembre 1977 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 20, modifié par l'arrêté royal du 8 février 1984, l'article 21, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 8 février 1979, et la liste I y annexée, modifiée par l'arrêté royal du 8 février 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,".

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article 20, § 1er, 4°, en projet, donne des "biens personnels" visés dans différentes dispositions de l'arrêté, une définition conforme à la directive 83/181/CEE, dont l'article 1er, § 2, b, alinéa 4, dispose que "constituent également des biens personnels les instruments portables d'arts mécaniques ou libéraux nécessaires à l'exercice de la profession de l'intéressé".

Toutefois, comme la définition des "biens personnels" qui figure à l'article 2, § 1er, de la directive 83/183/CEE ne comporte pas de restriction se rapportant au caractère portable desdits instruments, il convient de n'appliquer la restriction qu'aux biens visés par la directive 83/181; à cette fin, la définition commune arrêtée par l'article en projet doit être adaptée.

Il faut donc écrire, à la fin de la disposition :

"... ainsi que les instruments d'arts mécaniques ou libéraux nécessaires à l'exercice de la profession de l'intéressé; ces instruments doivent être portables lorsqu'ils proviennent de pays tiers".

.../...

L'article 20, § 2, en projet, habilite le Ministre des Finances ou son délégué à prescrire les formalités à l'accomplissement desquelles le bénéfice des franchises est subordonné.

S'il est généralement admis qu'après avoir arrêté les mesures de principe nécessaires à l'exécution de la loi, le Roi peut confier à un Ministre le soin de déterminer des normes accessoires (1), en revanche, la délégation du pouvoir prévu au paragraphe 2, que le Ministre consentirait à un fonctionnaire qui n'est pas soumis à la responsabilité particulière à laquelle la Constitution soumet les Ministres, ne peut être admise.

Article 2.

Dans l'article 20^{1}, § 1er, alinéa 3, en projet, mieux vaudrait écrire "Des dérogations à l'alinéa 2" au lieu de "Des dérogations à la règle visée à l'alinéa 2".

La même observation vaut pour l'article 5 (article 20^{4}, § 1er, alinéa 3, en projet).

Article 7.

D'une manière générale, le mot "dispositions" doit être omis lorsqu'on cite un article ou un paragraphe. Il suffit donc d'écrire, à l'article 20^{6}, § 4, en projet, "Le présent article est applicable ...".

.../...

(1) Voy. Doc. parl., Chambre, 709 (1975-1976), n° 1, p. 9 (avis du Conseil d'Etat).

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

Articles 15 et 17.

Dans les articles 20^{14} et 20^{16} en projet, il est proposé de remplacer dans le texte français l'expression "organismes d'Etat", par les termes "institutions publiques", en vue d'assurer la concordance entre le texte de l'arrêté rédigé en français et celui rédigé en néerlandais (qui emploie le mot "overheidsinstellingen"), bien que la version française de la directive 83/181/CEE utilise les termes "organismes d'Etat" (voir les articles 41 et 49). En effet cette expression paraît trop éloignée de la terminologie en usage en droit belge, à la différence de l'expression adoptée dans la version néerlandaise de la directive ("overheidsinstellingen").

Article 20.

Alors que l'article 60, alinéa 1er, a, de la directive 83/181/CEE admet l'exonération des dons offerts "aux souverains régnants et aux chefs d'Etat", l'article 20^{19}, § 1er, 1°, en projet, tend à autoriser l'importation en franchise de la taxe des dons offerts "aux membres de la famille royale".

Outre le fait que l'expression "membres de la famille royale" manque de précision et appelle les mêmes observations que celles que le Conseil d'Etat a faites en 1960, au sujet du

.../...

projet de loi relatif à l'affectation du domaine d'Argenteuil (Doc. parl. Ch.,1960-1961,n° 672-1), il y a lieu d'observer que l'article en projet implique une extension de l'exonération admise par la directive européenne et qu'à ce titre, il ne saurait trouver son fondement dans l'habilitation conférée au Roi par l'article 40, § 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la seule "exécution" d'actes internationaux.

Il est exact, ainsi que l'a fait observer le fonctionnaire délégué, que, selon le projet de procès-verbal soumis au Conseil des Communautés européennes avant l'adoption de la directive 83/181 : "jusqu'au moment où les conditions nécessaires seront réalisées pour faire supporter par le budget national la charge des mesures d'exonération dont bénéficient, en application des dispositions actuellement en vigueur, dans les Etats membres concernés, les membres de leurs familles régnantes, les mesures d'exonération qui leur sont applicables dans ces Etats membres peuvent continuer de leur être appliquées".

Pour autant que le texte de ce procès-verbal puisse être considéré comme l'expression de la volonté réelle des auteurs de la directive, il ne pourrait viser, en Belgique, que les seules "exemptions" établies "par la loi" (Constitution, article 112, alinéa 2) et non les simples pratiques de courtoisie dont font état certaines instructions administratives.

.../...

Le texte de la directive devant pouvoir s'appliquer dans chaque Etat membre, non seulement au souverain ou au chef de cet Etat, mais également aux souverains ou chefs d'Etats étrangers, la rédaction suivante est proposée pour le 1° de l'article 20^{19} en projet :

" 1° les dons offerts au Roi ainsi qu'aux souverains régnants et autres chefs d'Etat étrangers".

Article 26.

Dans l'article 20^{25}, 12°, en projet, il serait préférable de supprimer l'abréviation "etc" et d'introduire le mot "notamment" avant l'énumération.

Article 27.

Dans le texte français de l'article 20^{26}, § 1er, en projet, il conviendrait d'écrire, comme dans le texte néerlandais, "qui ne sont pas des habitations flottantes" au lieu de "non comprises les habitations flottantes", cette dernière expression prêtant à équivoque quant à sa portée.

Article 29.

La "liste I" qu'établit l'article, dans son texte français, concerne le matériel visé à l'article 20^{25}, 21°, en projet, et non 22°.

.../...

Article 31.

L'exécutoire étant indépendant de la composition actuelle du Gouvernement, les mots "Vice-Premier Ministre et" doivent être omis.

A. STREKKING VAN HET ONTWERP.

1. Het ontworpen besluit strekt er in hoofdzaak toe twee richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen in de interne rechtsorde te verwerken.

2. De richtlijn 83/183/EEG van 28 maart 1983 betreffende de belastingvrijstellingen bij definitieve invoer uit een Lid-Staat van persoonlijke goederen door particulieren (1) bepaalt onder meer dat de Lid-Staten bij definitieve invoer door een particulier van persoonlijke goederen uit een andere Lid-Staat vrijstelling verlenen van de omzetbelasting die normaliter wordt geheven.

De bedoelde gevallen zijn de invoer van persoonlijke goederen naar aanleiding van een verandering van de gewone verblijfplaats of van de meubilering van een tweede verblijfplaats, de invoer van goederen ter gelegenheid van een huwelijk en de invoer van persoonlijke goederen van de erflater verkregen door erfopvolging.

Luidens artikel 12, § 1, van dezelfde richtlijn moesten de Lid-Staten de nodige bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 1 januari 1984 aan de richtlijn te voldoen.

3. Voorts stellen de Lid-Staten de definitieve invoer van sommige goederen vrij van de belasting over de toegevoegde waarde, krachtens artikel 14, paragraaf 1, d, van de richtlijn 77/388/EEG van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake

---

.../...

(1) P.B., nr. L 105, van 23 april 1983, blz. 64.

omzetbelasting - Gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde : uniforme grondslag (1).

De werkingssfeer van de in eerdervermelde bepaling bedoelde vrijstellingen van de belasting over de toegevoegde waarde, is nader omschreven in de richtlijn 83/181/EEG van de Raad van 28 maart 1983 (2).

De in de richtlijn bedoelde vrijstellingen vinden toepassing :

- op de invoer van persoonlijk goederen van particulieren uit landen buiten de Gemeenschap;

- op uitzetten, studiebenodigdheden en andere roerende goederen van scholieren en studenten die met het oog op hun studie in een Lid-Staat komen wonen;

- op invoer met een te verwaarlozen waarde (indien de Lid-Staat gebruik maakt van de mogelijkheid om vrijstelling te verlenen voor die bepaalde soort invoer);

- op kapitaalgoederen en andere uitrusting ingevoerd ter gelegenheid van het verleggen van activiteiten;

- op invoer van bepaalde landbouwprodukten en van in de landbouw te gebruiken produkten;

.../...

(1) P.B., nr L. 145, van 13 juni 1977, blz 1.

(2) "houdende bepaling van de werkingssfeer van artikel 14, lid 1, sub d, van Richtlijn 77/388/EEG met betrekking tot de vrijstelling van de belasting over de toegevoegde waarde voor de definitieve invoer van bepaalde goederen"- P.B., nr L. 105, van 23 april 1983, blz. 38.

- op invoer van therapeutische stoffen, geneesmiddelen, proefdieren en biologische of chemische stoffen;

- op goederen voor instellingen met een liefdadig of filantropisch karakter;

- op invoer in verband met bepaalde internationale betrekkingen;

- op invoer van goederen voor klantenwerving;

- op goederen die worden ingevoerd met het oog op onderzoek, analyses of proefnemingen;

- op de goederen opgesomd in de titel XI van de richtlijn, welke titel als opschrift heeft : "Diverse vrijstellingen".

Artikel 93, § 1, van de richtlijn luidt als volgt : "De Lid-Staten treffen de nodige maatregelen om met ingang van 1 juli 1984 aan deze richtlijn te voldoen".

4. Het koninklijk besluit van 8 februari 1984 tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs 7 en 18 van 27 december 1977 betreffende de belasting over de toegevoegde waarde en het ministerieel besluit nr 17 tot regeling van de vrijstellingen bij de invoer van goederen bedoeld in lijst I, A, gevoegd bij het koninklijk besluit nr 7 van 27 december 1977 met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, welke op 1 januari 1984 in werking zijn getreden, hebben voorzien in de uitvoering van de richtlijn 83/183/EEG.

5. Het ontwerp van koninklijk besluit dat voor onderzoek is voorgelegd aan de Raad van State strekt er in hoofdzaak toe de interne rechtsorde aan te passen aan de

richtlijn 83/181/EEG; bovendien heft het de regels op die met het oog op de uitvoering van de richtlijn 83/183/EEG, vastgesteld zijn door het koninklijk besluit van 8 februari 1984 en door het ministerieel besluit van 9 februari 1984, en vervangt het die door nieuwe bepalingen, ten einde alle bepalingen die de uitvoering van de twee richtlijnen vormen, samen te brengen in één enkele tekst.

Het ontwerp voorziet eveneens in vrijstelling van de belasting in geval van definitieve invoer van provisie en behoeften aan boord van schepen, van treinen in internationaal verkeer en van luchtvaartuigen van lijndiensten in internationaal verkeer.

B. RECHTSGROND.

Luidens artikel 3 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde is "de invoer van goederen, door wie ook, ... eveneens aan de belasting onderworpen".

Artikel 40, § 3, van hetzelfde Wetboek, op grond waarvan de Koning, om de uitvoering van internationale akten te verzekeren, alle maatregelen kan nemen die, onder de door Hem te stellen beperkingen en voorwaarden, gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de belasting bij de invoer van goederen verlenen, levert de rechtsgrond van het ontworpen besluit op, in zover dit uitvoering geeft aan de richtlijnen 83/181/EEG en 83/183/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

Het spreekt vanzelf dat die machtiging, gelet op artikel 112 van de Grondwet, strikt dient te worden uitgelegd.

.../...

De vrijstelling van de belasting waarin het besluit voorziet in geval van definitieve invoer van provisie aan boord van schepen, treinen of luchtvaartuigen vindt haar rechtsgrond in artikel 40, § 1, 2°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, dat luidt als volgt : "Van de belasting zijn vrijgesteld ...: de definitieve invoer van goederen waarvoor een andere douanevrijstelling geldt dan die bedoeld in het tarief van invoerrechten".

AANHEF.

De aanhef zou meer in overeenstemming zijn met de hiërarchie tussen internationale normen en nationale normen, indien hij als volgt werd geredigeerd :

"Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 189;

Gelet op de richtlijn 83/181/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 maart 1983 houdende bepaling van de werkingssfeer van artikel 14, lid 1, sub d, van de richtlijn 77/388/EEG met betrekking tot de vrijstelling van de belasting over de toegevoegde waarde voor de definitieve invoer van bepaalde goederen;

Gelet op de richtlijn 83/183/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 maart 1983 betreffende de belastingvrijstellingen bij definitieve invoer uit een Lid-Staat van persoonlijke goederen door particulieren;

.../...

Gelet op artikel 40 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de wet van 27 december 1977;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 7 van 27 december 1977 met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 februari 1984, op artikel 21, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 februari 1979, en op de lijst I in bijlage, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 februari 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het ontworpen artikel 20, § 1, 4°, geeft van de "persoonlijke goederen" waarnaar in heel wat bepalingen van het besluit wordt verwezen, een definitie die in overeenstemming is met de richtlijn 83/181/EEG, waarvan artikel 1, § 2, b, vierde lid bepaalt dat "draagbare instrumenten voor kunsten en ambachten die de belanghebbende nodig heeft voor de uitoefening van zijn beroep, ... ook persoonlijke goederen (zijn)".

Aangezien de definitie van "persoonlijke goederen" welke voorkomt in artikel 2, § 1, van de richtlijn 83/ 183/EEG, geen beperking bevat die betrekking heeft op het draagbare karakter van bedoelde instrumenten,

.../...

behoort de beperking evenwel slechts te worden toegepast op de goederen welke bedoeld zijn in de richtlijn 83/181; daartoe moet de door het ontworpen artikel vastgestelde gemeenschappelijke definitie worden aangepast.

Aan het slot van de bepaling schrijve men bijgevolg :

"... alsmede de instrumenten voor kunsten en ambachten die de belanghebbende nodig heeft voor de uitoefening van zijn beroep; die instrumenten moeten draagbaar zijn wanneer zij afkomstig zijn uit derde landen".

Het ontworpen artikel 20, § 2, machtigt de Minister van Financiën of zijn afgevaardigde om de formaliteiten vast te stellen waaraan voor het genot van de vrijstellingen moet worden voldaan.

Wordt algemeen aanvaard dat de Koning, nadat Hij de voor de uitvoering van de wet vereiste principiële maatregelen heeft vastgesteld, een Minister kan belasten met het uitschrijven van bijkomende normen (1), er kan daarentegen niet worden ingestemd met de in paragraaf 2 bedoelde opdracht van bevoegdheid die de Minister zou verlenen aan een ambtenaar die niet de bijzondere verantwoordelijkheid draagt welke krachtens de Grondwet op de Ministers rust.

Artikel 2.

In het ontworpen artikel 20^1, § 1, derde lid, schrijve men : "... kan evenwel afwijkingen van het tweede

---

.../...

(1) Zie : gedr. st. Kamer, 709 (1975-1976), nr 1, blz. 9 (advies van de Raad van State).

lid toestaan" in plaats van "... kan van het bepaalde in het tweede lid evenwel afwijkingen toestaan".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5 (het ontworpen artikel 20^4, § 1, derde lid).

Artikel 7.

In het algemeen moet het woord "bepalingen" worden weggelaten wanneer een artikel of een paragraaf wordt genoemd. Bijgevolg volstaat het in het ontworpen artikel 20^6, § 4, te schrijven : "Dit artikel geldt ...".

De opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikelen 15 en 17.

Met het oog op de overeenstemming tussen de Nederlandse tekst (die het woord "overheidsinstellingen" gebruikt) en de Franse tekst van het besluit, wordt in de Franse versie van de ontworpen artikelen 20^{14} en 20^{16} voorgesteld de uitdrukking "organismes d'Etat" te vervangen door de termen "institutions publiques", alhoewel de Franse versie van de richtlijn 83/181/EEG de termen "organismes d'Etat" gebruikt (zie de artikelen 41 en 49). Die uitdrukking lijkt immers, anders dan de uitdrukking die in de Nederlandse versie van de richtlijn is aangenomen ("overheidsinstellingen"), te ver af te wijken van de in het Belgische recht gangbare terminologie.

Artikel 20.

Terwijl artikel 60.1, a, van de richtlijn 83/181/EEG

.../...

vrijstelling verleent voor giften aangeboden "aan regerende vorsten en staatshoofden", wil het ontworpen artikel 20^{19}, § 1, 1°, vrijstelling van de belasting verlenen voor de invoer van giften aangeboden "aan de leden van de koninklijke familie".

Behalve dat de uitdrukking "leden van de koninklijke familie" nauwkeurigheid mist en aanleiding geeft tot dezelfde opmerkingen als de Raad van State in 1960 heeft gemaakt bij het ontwerp van wet betreffende de bestemming van het domein van Argenteuil (gedr. st. Kamer, 1960-1961, nr 672-1), dient nog te worden opgemerkt dat het ontworpen artikel een uitbreiding inhoudt van de vrijstelling welke de Europese richtlijn verleent en dat het als zodanig zijn grondslag niet kan vinden in de machtiging welke artikel 40, § 3, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde aan de Koning uitsluitend verleent, om de "uitvoering" van internationale akten te verzekeren.

Het is waar dat er, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft opgemerkt, in het ontwerp van proces-verbaal dat vóór de aanneming van de richtlijn 83/181 aan de Raad van de Europese Gemeenschappen is voorgelegd, te lezen staat : "... totdat de voorwaarden zijn vervuld die noodzakelijk zijn om door de nationale begroting de last te doen dragen van de vrijstellingsmaatregelen waarvoor de leden van hun regerende families in aanmerking komen, krachtens de thans in de betrokken Lid-Staten vigerende bepalingen, ... kunnen de vrijstellingsmaatregelen die in die Lid-Staten op hen van toepassing zijn verder op hen worden toegepast".

.../...

Voor zover de tekst van dit proces-verbaal geacht kan worden de werkelijke wil van de makers van de richtlijn te kennen te geven, zou hij in België enkel en alleen kunnen slaan op de "vrijstellingen" ingevoerd "door de wet" (Grondwet, artikel 112, tweede lid) en niet op de gewone hoffelijkheidsgebruiken waarvan sommige administratieve onderrichtingen gewag maken.

Aangezien de tekst van de richtlijn in elke Lid-Staat moet kunnen worden toegepast, niet alleen op de vorst of het hoofd van die Staat maar eveneens op vreemde vorsten of staatshoofden, wordt de volgende redactie voorgesteld voor het ontworpen artikel 20^{19}, 1° :

" 1° giften aangeboden aan de Koning alsmede aan vreemde regerende vorsten en andere staatshoofden;".

Artikel 26.

In het ontworpen artikel 20^{25}, 12°, zou het verkieslijk zijn de afkorting "enz." te schrappen en vóór de opsomming het woord "onder meer" in te voegen.

Artikel 27.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 20^{26} schrijve men, zoals in de Nederlandse tekst :" qui ne sont pas des habitations flottantes" in plaats van "non comprises les habitations flottantes"; de betekenis van die laatste uitdrukking is immers dubbelzinnig.

Artikel 29.

In de Franse tekst moet de "lijst I" die in het

.../...

artikel wordt vastgesteld, betrekking hebben op het materiaal bedoeld in het ontworpen artikel 20^{25}, 21°, en niet 22°.

Artikel 31.

Aangezien de uitvoeringsbepaling los staat van de huidige samenstelling van de Regering, dienen de woorden "Vice-Eerste Minister en" te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.